

## Annonces d'Emmanuel Macron sur la Convention citoyenne pour le climat : les organisations de jeunes réagissent

Hier matin, le Président de la République a accueilli les 150 citoyen-ne-s de la Convention Citoyenne pour le Climat à l'Élysée. Emmanuel Macron s'était engagé à reprendre sans filtre les propositions des citoyen-ne-s, engagement finalement non tenu puisqu'il s'accorde un certain nombre de "jokers" et réponses ambiguës. Il reprend néanmoins la majorité des propositions, et nous partons donc du principe que les propositions non commentées par le Président seront appliquées comme décidées par les 150. Le temps d'application des mesures et leur impact sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre sera long, **il faut donc aller jusqu'au bout du processus et mettre en application le plus rapidement possible les mesures de la Convention Citoyenne pour le Climat.**

Sur la modification de l'article 1 de la Constitution, la version proposée par les 150 est bien plus ambitieuse que la dernière formulation choisie par le Gouvernement au cours des dernières discussions sur la réforme constitutionnelle en 2018. **Nous attendons maintenant de la part des parlementaires qu'ils-elles valident eux-elles aussi cette modification afin qu'elle puisse être soumise à référendum le plus rapidement possible.**

Refuser l'interdiction des vols intérieurs quand une alternative existe en moins de 4 heures **ralentit encore le calendrier de décisions qui devront obligatoirement être prises.** Par là, le Président montre que son virage écologique est encore timide. En effet, l'argument de l'enclavement des territoires nous semble fallacieux, puisqu'un fort investissement dans le réseau ferroviaire pourrait justement permettre un désenclavement.

**Nous regrettons également le refus de la taxe de 4% sur les entreprises versant plus de 10 millions d'euros de dividendes annuels à leurs actionnaires.** La majorité des dividendes ne sont pas réinvestis par ceux-ci et cette taxe aurait permis de mettre cette nouvelle source de revenus au service de la transition écologique. Il est donc faux d'affirmer qu'une telle taxe freinerait l'investissement dans la transition écologique : au contraire, elle permettrait de la financer davantage. Refuser l'instauration d'une telle taxe traduit à nos yeux la pleine continuité d'une logique libérale, pourtant largement remise en question ces dernières années au vu des enjeux environnementaux.

**Nous tenons à renouveler de manière forte notre soutien aux 150 de la Convention, et veillerons à ce que l'ambition initiale de ce travail ne soit pas vidée de son sens.**

Nous saluons également le processus démocratique et participatif derrière la Convention, même si nous restons vigilant-e-s sur l'inclusion véritable de la société civile, et des jeunes en particulier, dans le suivi et la mise en oeuvre des propositions. **En complément du rôle de**

**vigie citoyenne assuré par les 150, les organisations représentatives doivent également avoir toute leur place.**

Dans les prochains mois, nul doute que **les organisations de jeunes auront en effet un rôle clé à jouer** pour faire entendre l'expertise et le rôle de la société civile organisée. Nous croyons aussi qu'une parole collective de jeunes sur ces enjeux qui les concernent en premier lieu est indispensable. À cet effet, **nos organisations seront en première ligne pour porter un discours commun crédible et impactant sur les enjeux écologiques**, en prenant en compte la justice sociale, environnementale et démocratique.

**Signataires :**

[Animafac](#), [CliMates](#), [Forum Français de la Jeunesse \(FFJ\)](#), [REFEDD](#), [Résilience](#), [Together For Earth](#), [UNEF](#).



**Contacts presse :**

- Anthony IKNI, délégué général du Forum Français de la Jeunesse (FFJ), 06 75 33 94 44, [info@forumfrancaisjeunesse.fr](mailto:info@forumfrancaisjeunesse.fr)
- Anaïs DARENES, chargée de projets & plaidoyer au REFEDD, 06 78 52 86 64, [projets@refedd.org](mailto:projets@refedd.org)
- Hugo VIEL, co-référent plaidoyer de CliMates, 07 88 19 71 92, [hugo.viel@climates.fr](mailto:hugo.viel@climates.fr)

## Citations des organisations

### [Réseau Français Étudiant pour le Développement Durable \(REFEDD\)](#)

“Les propositions autour de l'éducation et de la formation, et notamment celle d'inclure systématiquement les enjeux de la transition écologique dans l'enseignement supérieur, n'ont pas été commentées par le Président. Nous espérons fortement qu'elles seront effectivement appliquées par le Gouvernement, pour que tou-te-s les étudiant-e-s puissent être formé-e-s sur ces enjeux. Un groupe de travail sur ces questions mis en place au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, dont le REFEDD est partie prenante, doit justement rendre ses travaux très prochainement. Nous espérons donc que ses recommandations seront écoutées et suivies par les ministères concernés.”

**Pia BENGUIGUI, Présidente du REFEDD**

### [Together for Earth \(T4E\)](#)

“Nous, associations de jeunes, continueront à apporter un soutien indéfectible aux 150 citoyen-ne-s de la Convention et nous veillerons à ce que ni le temps, ni les longs processus institutionnels ne vident le travail de cette convention en gardant son ambition initiale. Nous serons attentif-ve-s au bon déroulé de ce processus dans les mois, années à venir !”

**Julie PASQUET, Présidente de Together For Earth**

### [Forum Français de la Jeunesse \(FFJ\)](#)

“Les annonces du 29 juin ne sont que le début d'un long cycle écologique qui va occuper l'Exécutif jusqu'à la présidentielle de 2022. Les organisations gérées et animées par des bénévoles de moins de 30 ans portent la voix des premier-e-s concerné-e-s par le dérèglement climatique : les jeunes. Pour répondre à cet impératif social et écologique, le Gouvernement devra associer étroitement la société civile et les représentant-e-s des jeunes.”

**Héloïse MOREAU, co-responsable du Forum Français de la Jeunesse (FFJ)**

### [CliMates](#)

“Les résultats de la Convention Citoyenne pour le Climat étaient l'occasion pour Emmanuel Macron d'engager un grand virage écologique, nécessaire pour respecter l'Accord de Paris et les engagements de la France. Le gouvernement aurait dû s'appuyer sur les mesures des 150 pour transformer la France, avec un plan de relance économique compatible avec les enjeux écologiques, mais il reprend timidement les mesures, en supprimant certaines et réduisant l'ambition d'autres. Une façon de faire des efforts, sans engager un nouveau schéma de pensée pourtant nécessaire.”

**Hugo VIEL, co-référent plaidoyer de CliMates**